

**Consultation publique N°2019-005 du 27 mars 2019 relative à la structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux de distribution de gaz naturel.**

**Q1 : Quel calendrier vous semble le plus adapté pour mettre en œuvre les évolutions de structure des tarifs ATRD qui seront retenues ?**

L'échéance de Juillet 2022 semble la plus adéquate, compte tenu du besoin de visibilité sur les évolutions en cours.

**Q2 : Êtes-vous favorable à ce que la continuité tarifaire entre deux options tarifaires soit établie sans tenir compte de la CTA ?**

Dans la mesure où cette continuité permettrait de supprimer des situations inéquitables entre consommateurs, nous y sommes favorables.

**Q3 : Êtes-vous favorable à l'abaissement du seuil de coupure entre les options tarifaires T1 et T2 de 6 MWh à 4 MWh ?**

Oui, dans la mesure où il apparaît nécessaire de limiter les impacts financiers pour les clients concernés par ces options.

Ainsi, deux calendriers de mise en œuvre pourraient être envisagés s'il est jugé pertinent de scinder cette option : • soit, dès la prochaine évolution de structure des tarifs ATRD, en optant pour un seuil de coupure situé entre 30 et 50 MWh/an. Ce seuil pouvant être par la suite affiné en fonction des données disponibles des compteurs Gazpar ; • soit, lorsque les compteurs Gazpar auront permis de collecter suffisamment de données, afin de déterminer le ou les seuils et/ou critères de segmentation de l'option les plus pertinents pour tarifier ces consommateurs. En tout état de cause, la collecte des données issues des compteurs Gazpar permettra également d'alimenter les travaux effectués par le GTG sur les profils.

**Q5 : Êtes-vous favorable au principe d'une scission de l'option tarifaire T2 ?**

Cette scission n'avait pas été permise antérieurement au vu des coûts d'adaptation des SI. Mais elle semblait déjà pertinente. Si le coût d'évolution des SI au regard des bénéfices attendus est raisonnable, nous y sommes favorables. Mais il convient de limiter les impacts financiers pour les clients concernés.

**Q6 : Voyez-vous d'autres évolutions qu'il serait souhaitable d'étudier sur le sujet des seuils entre options tarifaires ?**

Dans les différentes méthodes d'allocations testées au cours des travaux préparatoires (méthode ATRD1 comprise), on observe que les consommateurs de l'option T2 pourraient être amenés à payer tendanciellement plus que leurs coûts. A l'inverse, les revenus liés aux consommateurs de l'option T3 ne permettraient pas de couvrir les coûts engendrés par ces derniers, pour des volumes financiers similaires. Aussi, la CRE considère pertinent d'étudier un rééquilibrage entre ces deux options tarifaires afin d'améliorer le reflet des coûts générés par leurs consommateurs respectifs. Ce

rééquilibrage, s'il était retenu, nécessiterait d'être progressif, pour des raisons d'acceptabilité des évolutions de factures engendrées.

**Q7 : Partagez-vous les enjeux identifiés par la CRE en matière de rééquilibrage des charges supportées par les consommateurs de chaque option tarifaire ?**

Nous partageons les enjeux de rééquilibrage des charges, et également la nécessité d'un rééquilibrage progressif, si celui-ci permet d'améliorer l'équité et reste soutenable en termes d'impact pour les clients concernés.